

Les métiers de contacts heureux de la réouverture mais inquiets: «Nous avons encore besoin d'aide, sinon la moitié d'entre nous risque la fermeture»

Publié le mercredi 14 Avril 2021 à 19h58 Par sudinfo avec Belga

Les métiers de contacts pourront rouvrir à partir du lundi 26 avril dans le respect des mesures sanitaires, annonce mercredi le comité de concertation (Codeco). Les professionnels du secteur se réjouissent de cette décision mais espèrent que la fermeture du 27 mars dernier sera la dernière.



Isopix

« Nous sommes soulagés de pouvoir rouvrir » confirme Laurence Wuytens, présidente de l'UNEB, Union nationale de l'esthétique et du bien-être. « On espère que le gouvernement a pris conscience de ses incohérences et voit maintenant que notre secteur n'est pas à l'origine de l'augmentation des contaminations ». Même son de cloche du côté de Febelhair, fédération belge des coiffeurs : « Nous sommes contents de voir que Mr De Croo respecte ses engagements cette fois-ci » explique Charles-Antoine Huybrechts, président de la fédération. « Maintenant, reste à espérer que ce soit pour du long terme ».

Toutefois, malgré la bonne nouvelle, une question se pose : « Pourquoi a-t-on été fermés ? » s'interroge Gwenaëlle Reaume, de l'ASBL Tatouage Belgique qui représente les tatoueurs et perceurs « Les chiffres aux soins intensifs ne sont pas

meilleurs que lors de la fermeture, le nombre de contaminations non plus, alors pourquoi nous avoir contraint à fermer et pourquoi nous autoriser à rouvrir maintenant ? ». Une interrogation partagée par l'UNEB et la fédération des coiffeurs.

La présidente de l'UNEB, Laurence Wuytens insiste également sur la nécessité de continuer à aider le secteur. « Nous avons dû faire pas mal d'investissements pour nous adapter aux mesures d'hygiène et ça m'étonnerait qu'il y ait une ruée des clients dans nos centres. Nous avons encore besoin d'aide, nous allons demander une TVA à 6 %. Sans ça, c'est la moitié d'entre nous qui risque la fermeture ».

Publicité

Le gouvernement a annoncé dans un communiqué qu'une trentaine d'expériences et de projets pilotes allaient être mis en place pour éviter aux différents secteurs économiques une nouvelle fermeture à l'avenir.

Horeca déçu

Le secteur horeca est déçu que la réouverture des terrasses le 8 mai ne s'accompagne pas d'une solution de secours à l'intérieur en cas de météo défavorable.

Le Comité de concertation a décidé mercredi d'autoriser l'ouverture des terrasses de restaurants et cafés à partir du 8 mai alors que la réouverture totale de ces établissements est prévue pour début juin.

« Nous ne sommes pas dans le sud de la France ni à Malaga. Vous avez vu le temps aujourd'hui. Cette ouverture des terrasses n'est pas faisable sans une possibilité de back-up à l'intérieur », a commenté Fabian Hermans, administrateur de la fédération Horeca Bruxelles.

Horeca Wallonie regrette pour sa part un délai trop important entre les deux ouvertures (terrasse et complète). « Un timing de 15 jours offrait, à nos yeux, une certaine logique de reprise progressive, pour le personnel notamment », explique Pierre Poriau, secrétaire général de la fédération wallonne.

Ce dernier craint que ces reports successifs d'ouverture ne fasse fuir les effectifs dans un secteur qui n'est déjà plus guère attrayant.

La fédération des cafetiers (FedCaf) déplore, elle, la discrimination que va instaurer une réouverture des terrasses exclusivement, entre les établissements qui en ont et ceux qui n'en ont pas. Les exploitants vont en outre devoir s'interroger sur la rentabilité réelle que représente la seule ouverture de la terrasse.

À Bruxelles, tout comme en Wallonie, plusieurs exploitants de cafés ou restaurants ont clairement fait savoir qu'ils allaient ouvrir leurs portes dès le 1er mai. « Je ne peux pas leur dire d'ouvrir leurs portes, mais je peux comprendre qu'ils le fassent. Le secteur est dans le coma. Et la partie francophone du pays n'est pas soutenue », soutient Fabian Hermans. Ce dernier a rappelé que toute personne qui ouvrirait son établissement malgré l'interdiction risquait de devoir rembourser les aides auxquelles il peut prétendre.

Par rapport à ces initiatives prises dans une « émotion justifiée », Horeca Wallonie appelle à ne pas se mettre hors la loi.

De son côté, le bourgmestre de Liège, Willy Demeyer, a précisé à la RTBF que la police n'avait pas les effectifs suffisants pour s'opposer au mouvement du collectif Wallonie Horeca qui encourage à rouvrir dès le 1er mai. « Je ne suis pas là pour approuver ou réprouver un tel mouvement. Je dois veiller à ce que la situation reste calme dans la ville », a-t-il ajouté.

Au nord du pays, Horeca Vlaanderen demande plus de précisions quant à la réouverture proposée et les conditions qui encadrent une telle réouverture.

Notre sélection vidéo